

MAITRE D'OUVRAGE



MISE EN CONFORMITE « Accessibilités » De 34 établissements recevant du public du patrimoine régional

LYCEE JACQUES MONOD SAINT JEAN DE BRAYE - 45800

PHASE PRO

OCTOBRE 2025

LOT 00 : PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Architecte - Mandataire

SKARBEK ARCHITECTE - Mr Antoine SKARBEK
5 rue du colombar - 45000 ORLEANS
Tél: 02 38 81 15 83 - Mail: contact@skarbek-architectes.com



Architecte - Co-traitant

UN ARCHITECTE - Mr Nicolas SALAÜN
8 place Jean Monnet - 45000 ORLEANS
Tél: 09 71 48 90 06 - Mail: contact@un-architecte.com



Expert Accessibilité / Signalétique / GED

ATIPY - Mr Pierre-Yves BOURGHELLE
Tél: 06 73 64 94 51 - Mail: pybourghele@atipy.fr
& Mr Sébastien MONTALAN
Tél: 06 26 56 01 67 - Mail: smontalan@atipy.fr



Economiste

CHEDEAU - Mr Denis CHEDEAU
117 rue Saint Marceau - 45100 ORLEANS
Tél: 02 38 88 27 99 - Mail: denis.chedeau@orange.fr



Bureau d'Etudes Structures

SL STRUCTURES - Mr Saidou LI
1 place Rivière-Casals - 45400 FLEURY LES AUBRAIS
Tél: 06 51 72 62 64 - Mail: contact@slstructures.fr



Bureau d'Etudes Electricité

ECR - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@ecr-ecl.fr



Bureau d'Etudes CVC

ECI - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@ecr-ecl.fr



Bureau d'Etudes VRD

INCA - Mr BONGIBAUT
9 rue du Clos des Venelles - Parc Activités Orléans Charbonnière
45800 SAINT JEAN DE BRAYE
Tél: 02 38 88 37 10 - Mail: secretariat@inca-ing.fr



Paysagiste

STRIBLEN - Mr Olivier STRIBLEN
26 Avenue De Saint Mesmin - 45000 Orléans
Tél: 02 38 80 24 76 - Mail: contact.atelier@olivier-triblen.fr



Bureau d'Etudes SSI

PREVENTI - Mr Karim ADROUCHE
33 Boulevard Rocheplatte - 45000 Orléans
Tél: 02 38 22 02 01 - Mail: preventi@yahoo.fr

I. PRESENTATION

Maître d'ouvrage :



Conseil Régional Centre Val de Loire
9, Rue Saint Pierre Lentin
45000 ORLEANS

Assistant à Maîtrise d'ouvrage :



Rue Maurice Roy
18000 BOURGES
Tél : 02.48.50.96.40



6, Avenue Jean Zay
BP 85613
45056 ORLEANS Cedex 01
Tél : 02.38.78.00.22



Immeuble Le Victoria
23 rue de la Vallée Maillard
CS 84307
41043 BLOIS Cedex
Tél : 02.54.58.11.05

 **Eure-
et-Loir
SAEDEL**
1, Rue d'Aquitaine
28110 LUCE
Tél : 02.37.33.31.80



**40, Rue James Watt
Bâtiment 4
37200 TOURS
Tél : 02.47.80.44.44**

Architecte Mandataire :

SKARBEEK Architectes
Antoine Skarbek
6, Rue du Colombier
45000 ORLEANS
Tel : 02 38 81 15 83
contact@skarbek-architectes.com

Architecte Co-traitant :

ÜN ARCHITECTE
Nicolas Salaün
8, Place Jean Monnet
45000 ORLEANS
Tel : 09 71 48 90 06
contact@un-architecte.com

Economiste :

Denis CHEDEAU
117, Rue Saint Marceau
45100 ORLEANS
Tel : 02 38 88 27 99
denis.chedeau@wanadoo.fr

Expert Accessibilités / Signalétique / GED :

ATIPY
Mr Pierre-Yves BOURGHELLE
Tél: 06 73 64 94 51 - Mail: pybourghelle@atipy.fr
Mr Sébastien MONTALAN
Tél: 06 26 56 01 67 - Mail: smontalan@atipy.fr

Bureau d'Etudes Structures

SL STRUCTURES
Mr Saidou LI
1 place Rivierre-Casalis
45400 FLEURY LES AUBRAIS
Tél: 06 51 72 62 64
Mail: contact@slstructures.f

BE CVC :

ECI
Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque
45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90
Mail: marc.rumen@ecr-eci.fr

BE ELECTRICITE :

ECR
Mr Fabien Jamelot
20 rue Flandres Dunkerque
45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90
Mail: fabien.jamelot@ecr-eci.fr

BE VRD :

INCA
9 rue du Clos des Venelles
Parc Activités Orléans Charbonnière
45800 SAINT JEAN DE BRAYE
Tél: 02 38 88 37 10 Mail:
secretariat@inca-ing.fr

BE PAYSAGISTE :

STRIBLEN
Mr Olivier STRIBLEN
26 Avenue De Saint Mesmin - 45000 Orleans
Tél: 02 38 80 24 76 Mail:
contact.atelier@olivier-triblen.fr

SSI :

Cabinet PREVENTI
33 Boulevard Rocheplatte
45000 ORLEANS
Tel : 02 38 22 02 01
preventi@yahoo.fr

Bureau de Contrôle :

Bureau BTP Consultants

Moussa Sy – moussa.sy@btp-consultants.fr – 06 59 61 73 26

SEI :

Cyrille HUET – cyrille.huet@btp-consultants.fr – 06 50 71 47 89

VIEL :

Kévin BERTON – kevin.berton@btp-consultants.fr – 06 08 09 49 22

HAND CO :

Martin GUNEAU – martin.guneau@btp-consultants.fr – 06 76 98 57 81

Coordonateur SPS :

Bureau VERITAS

Mr Lecluse - francois-jacques.lecluse@bureauveritas.com - 07 74 14 12 64

II. RÉPARTITION PAR LOTS

Lot 00	Prescriptions communes à tous les lots
Lot 01	VRD
Lot 02	Gros-œuvre
Lot 03	Menuiseries extérieures
Lot 04	Serrurerie
Lot 05	Cloisons Plâtrerie
Lot 06	Menuiseries intérieures
Lot 07	Faux plafonds
Lot 08	Revêtements de sols / Faïences
Lot 09	Peinture / Nettoyage
Lot 10	Ascenseur
Lot 11	Electricité Courants forts et faibles / SSI
Lot 12	Plomberie Chauffage Ventilation
Lot 13	Mobiliers
Lot 14	Signalétique

III - PRESCRIPTIONS GENERALES

DÉFINITION du PROJET :

Programme :

Le présent descriptif, ainsi que les plans qui le complètent, ont pour but de décrire les études et la réalisation des travaux de :

Mise en accessibilité / conformité de 34 établissements recevant du public du Patrimoine Régional.

Site :

LYCEE JACQUES MONOD

7, RUE LEON BLUM

SAINT JEAN DE BRAYE - 45800

IV – DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT

A • SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES :

Les travaux de construction et d'aménagement seront exécutés sous la Maîtrise d'Œuvre de :

Cabinet SKARBK Architectes

6, Rue du Colombier

45000 ORLEANS

Tel : 02 38 81 15 83

UN ARCHITECTE

Nicolas Salaün

8, Place Jean Monnet

45000 ORLEANS

Tel : 09 71 48 90 06

Les entreprises tiendront compte, pour les travaux de construction et d'aménagement du présent programme, des observations et pièces écrites du Bureau de Contrôle Technique et du Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé, et de l'ensemble des documents joints dans le dossier d'appel d'offres.

Les plans qui y sont joints, ont pour but d'informer les entreprises sur la nature, le nombre et les dimensions des ouvrages à exécuter .

Ces descriptions et prévisions n'ont pas un caractère limitatif et les entrepreneurs devront, comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, tous les travaux indispensables à l'achèvement complet de l'opération projetée, y compris les raccordements et interfaces éventuels avec tous les autres corps d'état.

Ils ne pourront arguer que des erreurs ou omissions sur les plans puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur les prix soumissionnés .

Les ouvrages non décrits seront traités par analogie avec ceux faisant l'objet du présent descriptif.

Bien que classé par corps d'état, le présent CCTP forme un ensemble homogène permettant l'exécution complète du projet .

Chaque entrepreneur est censé avoir pris connaissance de la totalité des lots du présent CCTP et de l'ensemble des plans de la présente opération ; il ne pourra arguer d'un manque de connaissance pour ne pas se soumettre à une quelconque obligation afférente à sa spécialité et il devra exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement de tous les travaux .

B • PRESCRIPTIONS COMMUNES POUR L'EXÉCUTION des OUVRAGES :

Les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux prescriptions techniques et fonctionnelles contenues dans les textes officiels à la date du marché, en particulier :

- cahiers des charges et règles de calculs D.T.U. ,
- cahiers des clauses spéciales C.C.S. rattachés aux D.T.U. ,
- solutions type du C.S.T.B. pour l'application des règlements,
- fascicules techniques du cahier des clauses techniques générales,
- normes françaises,
- règlements sanitaires applicables sur la ville,
- toutes prescriptions mentionnées par l'arrêté du Permis de Construire de la présente opération .

Exécution conformément aux avis techniques CSTB ou à défaut, aux prescriptions des fabricants ; dans le dernier cas, l'assistance technique du fabricant pourra être demandée par le Maître d'oeuvre .

Chaque entrepreneur s'engage à exécuter ses ouvrages dans les conditions réglementaires d'hygiène et de sécurité des chantiers .

Les dimensions, échantillons, diamètres, etc...., renseignements techniques mentionnés sur les plans et dans le présent C.C.T.P. ne sont donnés qu'à titre indicatif . Les déterminations définitives de dimensions, diamètres,..., sont à la charge des entrepreneurs et sous leur responsabilité. Ils devront justifier de leur choix et obtenir l'accord du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle Technique .

En cas de contradiction entre les plans et les pièces écrites, ces dernières priment. Toutefois, l'entrepreneur devra aviser « par écrit » le Maître d'Œuvre des erreurs, omissions, contradictions constatées lors de son étude, afin, d'une part, d'obtenir les précisions voulues, d'autre part, de procéder aux rectifications des documents en cause .

Les erreurs et oublis de l'entrepreneur lors de son étude ne peuvent donner lieu, en aucune façon, à supplément de prix, mais les modifications éventuelles entraînées lui seront répercutées.

Tous les frais annexes : transport, stockage, manutention, levage, préfabrication, ferrailage, etc.... , ne pourront donner lieu à supplément de prix au marché, quelque soit la difficulté supplémentaire non prévue et rencontrée .

C • PLANS et COTES :

Tous les documents graphiques remis à l'entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner et analyser avant tout commencement de ses

propres plans d'exécution. L'entrepreneur devra prendre en compte tous les documents graphiques des ouvrages complémentaires remis par le Maître d'oeuvre qu'il devra examiner et analyser avant tout commencement de ses propres plans d'exécution .

Il devra signaler les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la stabilité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ces ouvrages sont destinés et l'observation des règles de l'art .

Chaque entreprise produira ses documents graphiques, études et calculs, qu'elle devra soumettre à l'accord des intervenants désignés ci-avant et notamment du Bureau de Contrôle Technique .

Elle fournira ces documents en nombre d'exemplaires nécessaires au contrôle et à l'exécution, à la demande du Maître d'Œuvre .

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter, sans en rien changer, les prescriptions des documents graphiques du Maître d'Œuvre ne peut atténuer, en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans .

L'entrepreneur devra aviser le Maître d'Œuvre des erreurs, omissions constatées, afin, d'une part, d'obtenir les précisions voulues, d'autre part, de procéder aux rectifications des documents en cause .

L'entrepreneur reste seul responsable des erreurs non signalées, ainsi que des modifications entraînées pour lui et les autres corps d'état .

D • SOUMISSION :

Les travaux faisant l'objet du présent devis seront chiffrés au moment de la soumission conformément aux prescriptions, normes, décrets, code du travail et règlements en vigueur, ainsi qu'aux conditions du C.C.A.P.

Dans le C.C.T.P. qui va suivre, le maître d'oeuvre se sera efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leur dimension et leur emplacement ; mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif et que le soumissionnaire devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour le parfait achèvement complet des ouvrages et de la construction.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra arguer des erreurs ou omissions aux plans, pièces écrites qui pourraient le dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou qui pourraient faire l'objet d'une demande de supplément de prix.

Chaque entrepreneur sera tenu de prendre connaissance du descriptif de tous les autres corps d'état et d'en tenir compte dans la remise de son prix .

L'entrepreneur s'assurera bien de la limite de ses prestations par rapport aux autres corps d'état

E • TRACES et TRAIT de NIVEAU :

L'entreprise de Gros-oeuvre devra, à sa charge : l'implantation des bâtiments par un géomètre agréé, le trait de niveau situé à + 1,00 m au-dessus du sol fini de tous les niveaux de planchers, le maintien des tracés et traits de niveau pendant la durée des travaux .

Chaque entreprise aura la charge de l'implantation des ouvrages de son lot.

F • TROUS – PERCEMENTS – etc.... :

Chaque entreprise aura à sa charge : les trous, scellements, calfeutrements et raccords nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot.

Les calfeutrements et raccords seront impérativement exécutés avec des matériaux de même nature que le support intéressé.

Cependant les réservations dans les ouvrages maçonnés ou en béton tels que voiles, dalles, poutres, etc.... , seront exécutées par l'entrepreneur de Gros-oeuvre sous la condition impérative qu'un plan de percement coté et détaillé lui soit fourni par l'entrepreneur du corps d'état concerné, en temps utile et

selon le planning détaillé d'exécution des travaux . Ces plans des réservations devront être préalablement acceptés par le Maître d'œuvre.

Tout retard dans la fourniture des plans détaillés de réservation entraînera la responsabilité financière de l'entreprise concernée par les réservations .

Afin de déterminer les responsabilités des réservations, il est convenu le processus suivant :

- Dès la fin de l'exécution des réservations par l'entrepreneur de Gros-oeuvre, l'entreprise concernée par les réservations vérifiera toutes les réservations effectuées à ce moment là ; les observations seront consignées au compte-rendu hebdomadaire
- En cas d'erreur, l'entrepreneur de Gros-oeuvre procédera aux modifications nécessaires, à la charge financière de l'entreprise responsable de l'erreur.

Les prix des lots concernés comprennent les réservations, rebouchage et scellements, suivant la règle définie ci-dessous :

	Réservations		Rebouchage brut		Finition *	
	par	Aux frais de	par	Aux frais de	par	Aux frais de
a) -Trous de toutes dimensions dans ouvrages neufs en béton ou maçonnerie porteuse prévus aux plans de synthèse -Trous de dimensions supérieures à 0,25 x 0,25 dans maçonnerie de briques ou agglos non porteuse prévus aux plans de synthèse	G.O.	G.O.	E	E	Peintre	E
b) Dito a) mais oubliés ou mal positionnés par l'utilisateur	G.O.	E	E	E	Peintre	E
c) Dressement des feuillures sous dormant des menuiseries extérieures	G.O.	G.O.	E	E	E	E
d) Calfeutrement autour des baies PF ou CF	E.	E.	E	E	Peintre	E
e) Trous de toutes dimensions et saignées dans cloisons de plâtre	E	E	E	E	Peintre	E
f) Calfeutrement autour des huisseries bois et métalliques des portes intérieures	-	-	-	-	Peintre	Peintre

NB : On entend par « E » l'entreprise concernée par la tâche.

Si la phase de finition n'est pas entamée au moment du percement, le G.O sur les ouvrages béton. ou le plâtrier sur les ouvrages placo assurera la finition. Si la phase de finition est entamée, c'est l'entreprise concernée qui supportera la finition à ses frais.

G • ÉLÉMENTS en INCORPORATION :

Chaque entreprise concernée aura à sa charge la mise en place des fourreaux, tasseaux, fourrures ou autres à incorporer préalablement aux coulages de béton selon les plans et schémas d'implantation

Ces plans et schémas d'incorporation devront être préalablement acceptés par le Maître d'oeuvre et le Bureau de Contrôle Technique .

Tout retard dans la fourniture des plans détaillés d'incorporation entraînera la responsabilité financière de l'entreprise concernée par les incorporations .

H • CONSISTANCE des TRAVAUX :

L'exécution des travaux, chiffrés dans la soumission, comprendra sans que cette liste soit limitative, suivant les corps d'état :

- la fourniture des matériaux
- le transport à pied d'œuvre
- le stockage
- la mise en œuvre
- le montage, la descente de tous les matériaux ou matériels nécessaires à l'ouvrage
- la pose, location, dépose et double transport des engins et agrès nécessaires
- l'exécution par tous moyens
- la pose et la fixation
- le réglage, le scellement correct des ouvrages à fournir
- le nettoyage de chantier, des abords et des ouvrages
- l'enlèvement des gravois
- les échafaudages réglementaires (pose, location, vérification réglementaire, dépose, double transport,...)
- les essais et le maintien en bon état de fonctionnement pendant la période de garantie
- les protections et tous dispositifs de sécurité

D'une façon générale, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve :

- l'exécution ainsi que la fourniture de tous les travaux accessoires et nécessaires à assurer un parfait fonctionnement des installations,
- une exécution soignée et un parfait achèvement des travaux demandés,
- les sujétions particulières liées à la présence d'autres entreprises intervenant simultanément sur le site pour les travaux d'équipements.

L'entrepreneur s'assurera également des prescriptions administratives du permis de construire et toutes celles en complément, notamment en ce qui concerne la sécurité .

I • CONTRÔLE du RÉGLEMENT de CONSTRUCTION :

Chaque entrepreneur sera tenu de remettre au Maître d'Ouvrage tous les documents et écrits nécessaires au contrôle du règlement de la construction suivant les directives des circulaires en vigueur .

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur la nécessité de ces documents et écrits qui doivent être remis lors des contrôles qui peuvent s'effectuer par l'Administration à posteriori .

En cas de contestation sur les pièces produites, ou doute sur la conformité de la mise en œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre pourront exiger de l'entrepreneur tout avis technique émanant d'un laboratoire agréé ou d'un organisme spécialisé.

J • AUTORISATION DE TRAVAUX (AT) :

Chaque entrepreneur sera tenu de respecter les dispositions administratives des autorisations de travaux joints en annexe.

K • INSTALLATION de SECURITE de CHANTIER :

Chaque entrepreneur sera tenu de fournir un P.P.S.P.S. au Coordonnateur S. P. S. suivant instructions du P.G.C. (plan général de coordination) de ce dernier.

L'entreprise du lot Gros-œuvre devra toutes les installations provisoires nécessaires à l'ensemble du chantier tel que défini dans le PGC et plus particulièrement :

- Les branchements provisoires d'eau avec les compteurs à partir des points de livraison des concessionnaires
- La salle de réunion
- Les cantonnements de chantier à usage commun, ainsi que leur entretien
- Les installations des sanitaires y compris leurs branchements à l'égout
- Les branchements et la distribution électrique depuis le coffret (hors lot) seront à la charge du lot électricité
- Chaque entreprise fera son affaire des bungalows nécessaire au stockage éventuel de ses approvisionnements et du matériel nécessaire à la réalisation de ses ouvrages, ainsi que des vestiaires et réfectoires nécessaires à son personnel.
- L'entrepreneur du gros-œuvre soumettra au Maître d'œuvre, au Maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS un plan d'installation et d'organisation de chantier signalant, entre autres, l'emplacement des baraques provisoires, les accès provisoires de chantier, la clôture de chantier, la circulation intérieure, l'emplacement de la grue ou engins de levage, le balisage, ...
Les accès et circulations intérieures et extérieures provisoires du chantier seront exécutés et entretenus par l'entrepreneur du gros-œuvre.
- Clôture de Chantier :
Clôture type Héras posé par le lot GO.

Pose affichage communication par le maître d'ouvrage sur cette clôture.
- Panneau de Chantier :
L'entrepreneur du gros-œuvre posera en limite de terrain côté rue, à un emplacement défini avec le Maître d'œuvre, et confectionnera, un panneau de chantier selon modèle et calepinage à l'approbation du Maître d'œuvre, de dimensions 4.00 x 3.00 m avec les noms et coordonnées des intervenants, des financeurs et des entreprises avec le lot attribué et la perspective du projet.

L • RENDEZ-VOUS de CHANTIER :

Les inscriptions portées par le Maître d'œuvre sur le compte-rendu de chantier valent ordre pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant y être donnée à la diligence de son chef de chantier .

Les entreprises doivent avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elles ont commencé les travaux, un chef de chantier qualifié.

Les chefs de chantier devront être capables de représenter valablement leur entreprise tant auprès du Maître d'œuvre, du Coordinateur S. P. S. qu'auprès des autres entrepreneurs, et d'avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes questions courantes de chantier .

M – ECHANTILLONS / MODELES

L'entreprise devra soumettre pour agrément du Maître d'œuvre un échantillon de chaque matériel ou ouvrage avant toute commande ferme aux fournisseurs et éventuellement avant la mise en fabrication définitive.

Avertissement :

Il est spécifié aux entreprises que les marques commerciales et les types des appareils ou matériaux explicitement notifiés dans le CCTP constituent la référence de base de la qualité minimale exigée.

En tout état de cause, chaque candidat devra présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base avec les produits industriels mentionnés dans le descriptif).

L'entreprise adjudicataire aura la faculté de proposer, par écrit, au Maître d'ouvrage, avec l'accord et par l'intermédiaire du Maître œuvre, un matériau ou matériel dit « techniquement équivalent ».

N • DOCUMENTS de CHANTIER :

Un exemplaire complet et à jour du dossier (C.C.T.P. , P.G.C., une série complète de plans tous corps d'état, ...), une série complète et à jour des dessins d'exécution des différents corps d'état, un exemplaire de tous les comptes-rendus de chantier, resteront au bureau de chantier à la disposition du Maître d'oeuvre et de toutes les entreprises, et ce à charge et sous la garde de l'entreprise du GO.
Ces documents, à la disposition du Maître d'oeuvre pourront être consultés aux rendez-vous de chantier .

O • CONTRÔLE TECHNIQUE :

Les travaux de tous les corps d'état sont soumis au contrôle d'un Bureau de Contrôle Technique.

P • DÉGRADATION des MATÉRIAUX et des OUVRAGES :

Pendant toute la durée des travaux, chaque entrepreneur sera tenu, sous sa responsabilité exclusive, de protéger et de garantir ses matériaux et ses ouvrages, par tout moyen, des dégradations et destructions de toute nature .

Chaque entrepreneur devra également prendre toutes précautions utiles pour ne causer aucune contrainte, ni aucun dégât aux matériaux et aux ouvrages des autres corps d'état et plus particulièrement, veiller à ce que soient laissés en place les moyens de protection employés par les autres entrepreneurs

d'une part pour les mesures de sécurité, d'autre part pour protéger leurs propres ouvrages contre la pluie, le gel, la circulation des ouvriers, ... (ex. : obturation des baies, écrans, tampons, protection de sol.)

Les dégradations, même ultérieures, pouvant résulter de la non-observation des prescriptions ci-avant, seront imputables à l'entrepreneur responsable, il en subira toutes les conséquences et dépenses

nécessaires pour la réfection des ouvrages endommagés . L'entrepreneur responsable devra toutes les protections des ouvrages et constructions mitoyens et le cas échéant leur remise en état ou indemnisations pour dégâts causés .

Q• NETTOYAGE :

L'attention des entrepreneurs est attirée par l'application de l'article 471 du Code Pénal relatif au nettoyage des chaussées souillées par les travaux . Les services administratifs compétents pourront effectuer eux-même les nettoyages nécessaires, ces derniers seront facturés à l'entreprise responsable.

Chaque entreprise devra évacuer ses gravats à la décharge au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Chaque entreprise devra également nettoyer soigneusement les locaux à la fin des travaux et réparer à ses frais, les éventuelles dégradations qui auraient été occasionnées au cours du chantier.

R • ÉCHAFAUDAGES :

Chaque lot devra lors de sa réponse à l'appel d'offre prévoir la mise en place d'un échafaudage réalisé par une entreprise spécialisée agréée.

L'entreprise devra également prévoir dans son offre les différentes mises aux points de son échafaudage et variation de celui-ci selon les corps d'états

S. CONTROLES – ESSAIS – PROTECTIONS

Les entreprises devront faire connaître les moyens en personnel et matériel qu'elles envisagent de mettre en oeuvre pour procéder aux vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs.

Elles devront faire parvenir tous les documents, certificats et procès verbaux d'essais qu'elles établiront à cet effet.

Ces essais et vérifications seront à la charge des entreprises et inclus forfaitairement dans leur offre.

Les entreprises devront tous les essais prévus dans le CCTP ainsi que tous ceux qui pourraient être demandés pendant l'exécution des travaux.

Les entreprises devront procéder aux essais et vérifications conformément aux dispositions figurant dans le document technique COPREC CONSTRUCTION N° 1 et 2 d'Octobre 1998 (publié par le Moniteur du 06/11/98 n° 4954).

Les résultats seront inscrits sur des PV établis suivant les modèles figurant dans le document technique et seront envoyés en deux exemplaires, pour examen au contrôleur technique.

T – CONCESSIONNAIRES

Les entreprises devront prendre contact avec tous les concessionnaires pour les travaux et recueillir leur accord sur les travaux envisagés. Les Consuels, les certificats Cosael et les certificats Qualigaz et les géoréférencements seront à fournir.

U • NOTE IMPORTANTE :

Toutes descriptions litigieuses ou plans mal définis devront immédiatement, et avant la remise des offres, être définis, à la demande de l'entrepreneur, par le Maître d'oeuvre .

La remise au Maître d'oeuvre des dessins et notes justificatives n'atténuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste responsable de la stabilité des ouvrages conformément aux articles 1792 et 2270 du Code Civil, sans solidarité du Maître d'oeuvre .

Respect du travail d'autrui :

Il est important que chaque entreprise ait le souci du respect des travaux exécutés par les autres corps d'état. Dans ce but, chacun doit s'abstenir de faire quoi que ce soit qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages des autres corps d'état.

V • RÉCEPTION DE TRAVAUX :

Une réception définitive sera faite à la fin de l'ensemble des travaux du site.

V. CHOIX DES MATERIAUX

5.1 Dimensionnement des ouvrages

Il est rappelé que les études d'exécution et le dimensionnement des ouvrages restent de la responsabilité de l'entrepreneur. Les cotes et indications du Dossier de Consultation sont données à titre indicatif pour garantir une qualité minimale de prestation.

Lorsque le présent CCTP précise les spécifications dimensionnelles de certains ouvrages, et que ces valeurs s'avèrent, après étude d'exécution, supérieures aux exigences minimales réglementaires, les prescriptions du CCTP s'appliquent en priorité et constituent les valeurs minimales à respecter impérativement.

5.2 Choix des matériaux

L'ensemble des fournitures est soumis à l'agrément préalable du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur doit tenir compte dans son planning d'un délai de réponse de 15 Jours ouvrables du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Les matériaux préconisés au présent CCTP ont été retenus de manière préférentielle, pour définir un niveau de qualité de prestation, pour des obligations de maintenance et de compatibilité avec les matériels déjà employés dans d'autres équipements municipaux.

Malgré tout, l'expression "ou équivalent" reste toujours sous-entendue. L'entrepreneur pourra proposer un autre produit de son choix, dont l'équivalence sera appréciée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sur présentation des échantillons, documentations, notices techniques sur la base, au minimum, des caractéristiques suivantes :

Facilité de maintenance, Coût de maintenance et/ou de remplacement,
Compatibilité avec les matériels existants dans les équipements municipaux,
Qualité de fonctionnement
Performances techniques, rendements énergétiques.
Performances acoustiques
Qualité de conception et de composition du matériau
Avis techniques, essais, procès-verbaux
Coût de démantèlement et/ou recyclage
Nature des matériaux
Sécurité, toxicité, qualité environnementale
Durée de garantie du matériau.
Dimensions, format, épaisseur
Teinte par élément et teinte d'ensemble

Tous les matériaux utilisés seront neufs, de premier emploi et de première qualité.

Tous les matériaux ou ouvrages utilisés en produits finis devront être auto-protégés.

Les protections seront retirées le plus tard possible, avant livraisons par l'entrepreneur qui a assuré la mise en œuvre de l'ouvrage.

Les fers mis en œuvre seront neufs et selon précisions du CCTP, galvanisés à chaud ou protégés par une couche antirouille révisée après leur pose.

En aucun cas, le matériau proposé par l'entrepreneur ne pourra être de qualité moindre que celui demandé et dans l'hypothèse où la proposition de l'entreprise serait refusée, celui-ci devra se soumettre aux prescriptions du CCTP sans aucun supplément de prix.

Par ailleurs, toutes incidences de quelques natures qu'elles soient, engendrées sur son propre lot ou sur un autre lot par le fait d'un choix différent, seront implicitement incluses dans la soumission de l'entreprise provoquant ce changement de choix.

Il est expressément prévu que, dans le cas où, la fourniture ou la mise en œuvre de certains matériaux, équipements ou matériels se révéleraient impossibles, difficiles ou susceptibles d'entraîner des désordres et ce, pour un motif quelconque (exemple : réglementation administrative, retards d'approvisionnement, défauts de fabrication, difficultés d'importation, impératifs techniques ou en cas d'apparition de matériel nouveau), le Maître d'ouvrage pourra remplacer ces matériaux, équipements ou appareils, par d'autres, de qualité au moins équivalente. Le Maître d'ouvrage pourra également améliorer la qualité ou la présentation de tout ou partie.

5.3 Matériaux spécifiques

Les matériaux ayant un rôle spécifique dans la sécurité du bâtiment ou dans la durée dans le temps ou son confort, devront posséder un avis technique favorable en cours de validité.

Il s'agira notamment et entre autres :

Des blocs-portes PF ou CF dont l'avis technique devra porter sur la porte et son bâti dormant sans être dissociés.

- Des matériaux devant être classés au feu.
- Des vitrages
- Des matériaux et matériels entrant dans la composition d'ouvrages destinés à assurer la sécurité des personnes ou du bâtiment (quincailleries de sécurité envers l'effraction et/ou la panique, revêtement anti-glissants par exemple).
- Des matériaux isolants, thermiques ou phoniques.
- Des matériaux devant résister à l'usure (carrelages et sols souples par exemple).
- Des matériels destinés à certains usagers spécifiques (matériels pour handicapés physiques par exemple).

Au cas où certains matériaux ou procédés nouveaux n'auraient pas de tels Avis techniques, l'Entrepreneur est censé, avant la remise de son prix, avoir fait le nécessaire auprès de son fournisseur afin que celui-ci fasse couvrir la garantie décennale par une assurance nominative au chantier, de type subséquent avec clause de non-recours vis-à-vis du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

Dans tous les cas la condition d'application de tel ou tel procédé sur le chantier fera en finale en plus des conditions évoquées ci-dessus l'objet d'un accord définitif du Contrôleur technique.

Le Maître d'œuvre aura la faculté d'exiger que les matériaux ou matériels fournis par l'Entreprise comportent un avis technique favorable, quelle que soit leur destination ou utilisation et sans avoir à s'en justifier.

Tout matériau ou matériel ne possédant pas d'avis technique ou ayant un avis technique défavorable ou périmé, alors que cet avis est exigé par la Maîtrise d'œuvre et/ou le Bureau de contrôle, devra être remplacé aux frais et charges de l'Entreprise quel que soit le degré d'avancement de mise en œuvre.

VI. DOCUMENTS A REMETTRE EN FIN DE TRAVAUX

DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

6.1 Présentation des dossiers

Chaque Entreprise titulaire d'un marché (1 dossier par lot) devra, conformément au CCAG, fournir à la réception des travaux un DOE (dossier des ouvrages exécutés).

Les dossiers seront sous :

Support papier :

Ces dossiers support papier seront fournis en 4 exemplaires : 1 original (pour le Maître d'ouvrage) et 3 copies (1 pour le Maître d'œuvre, le Bureau de Contrôle, le Coordonnateur SPS), tous parfaitement complets.

Un modèle standard (carton entoilé) à sangle sur lequel sera imprimé l'intitulé de l'opération, les coordonnées de l'entreprise, les références du lot (rappel : 1 dossier par lot) et la date de la réception. Le dossier comprenant :

Une chemise pour les documents graphiques :

- Plan d'exécution (récolement)
- Plan de fabrication (récolement)
- Plan de détails (récolement)

Une chemise pour les documents écrits :

- Toutes les fiches techniques
- Tous les PV techniques
- Tous les PV d'essais
- Toutes les attestations
- Tous les bons de garantie
- Tous les PV de matériaux utilisés
- Toutes les documentations de matériaux et produits utilisés
- Tous les documents commerciaux (catalogue, photo, etc....)
- Attestations d'assurance particulières pour les produits ne bénéficiant pas d'avis techniques

NOTE:

Dans le cadre du délai de préparation, tous les composants ou matériaux, organes de fixation ou de finition feront l'objet d'un agrément préalable de la Maîtrise d'œuvre, et à cet effet, les documents seront remis en 3 ex. (documentations + PV d'essais + avis techniques) ainsi que tous les échantillons correspondants.

3) Une chemise pour les documents pour la Commission de Sécurité :

- Plans de synthèse et organes de sécurité, armoires, ...

4) Une chemise pour les documents d'entretien et de maintenance :

- Les fiches et notices d'entretien
- Les notices de fonctionnement
- Les documents des matériaux et produits utilisés.

Les chemises intérieures porteront une étiquette avec l'intitulé de l'opération, le nom de l'entreprise et les références du lot.

Tous les documents devront porter la mention "Récolement" en rouge.

Support informatique :

La version informatique (contenue sur un CD-ROM ou une clé USB) seront fournis en 1 exemplaire comportant tous les documents papiers sous format PDF (exclusivement) ou scanné si l'entreprise ne possède pas l'original informatique + format DXF ou DWG pour tous les plans. Le support informatique sera découpé en dossier et sous dossier comme le dossier papier.

6.2 Liste type des différentes prestations

Notice technique descriptive :

Le matériel fourni, s'il est constitué d'assemblages complexes, fera l'objet d'une description précise complétée de plans et si nécessaire de vues « éclatées ».

Les caractéristiques et références des différentes pièces seront répertoriées ainsi que les nom et adresse du fournisseur ou fabricant.

La notice technique descriptive devra permettre la localisation, l'identification et la commande de tout organe défaillant.

Notice de fonctionnement :

Lorsque l'utilisation d'un matériel ne relève pas de l'usage courant, ou si une erreur d'utilisation risque d'entraîner une détérioration de ce matériel, ou d'autres matériaux ou équipements, une notice de fonctionnement en donnera le mode d'emploi, détaillé.

Notice d'entretien :

Document à produire lorsque les matériaux ou le matériel mis en œuvre nécessitent des précautions d'entretien (graissage, nettoyage, remplacement de pièces d'usure,).

La notice d'entretien sera détaillée ; elle précisera en particulier l'ensemble des tâches d'entretien et de maintenance préventifs, ainsi que les fréquences correspondantes.

Plans d'exécution :

Prestations dues par l'Architecte :

L'Architecte doit fournir les plans suivants :

- Plans de distribution des locaux, façades et coupes et élévations cotées, à l'échelle 1/50e produits au titre de l'élément de mission « études de projet » si nécessaires corrigés et complétés pour être conformes aux ouvrages exécutés.
- Plans de distribution des locaux non coté, avec le repérage de chaque local et indication de sa fonction, échelle à définir avec le maître d'ouvrage (1/100e, 1/200e, ou éventuellement 1/250e suivant la taille du bâtiment) ; l'objectif étant de pouvoir disposer d'ensembles fonctionnels cohérents (service par service, par exemple) sur un format A4, ou à défaut A3.
- Plan de masse à l'échelle 1/200e.

Prestations dues par l'entrepreneur :

L'entrepreneur doit fournir les plans d'exécution des ouvrages, accompagnés de leur nomenclature et d'éventuelles spécifications techniques représentant sans ambiguïté les travaux réellement exécutés par les différents corps d'état, si nécessaire corrigés et complétés pour être conformes aux ouvrages exécutés.

Plans de récolement et de détail :

Ces plans donneront un relevé précis en plan et niveau des ouvrages réellement exécutés par l'entreprise.

Les échelles à retenir seront les suivantes :

- Plans de distribution, plans techniques et coupes correspondantes, schémas unifilaires d'installations, échelles 1/50e ;
- Plans de détails, échelles appropriées.
-

Ces relevés seront réalisés soit par l'entrepreneur, soit par un homme de l'art compétent.

Procès-verbaux de classement ou labels :

Pour les matériaux ou équipements faisant l'objet d'un classement ou d'un label officiel (comportement au feu, UPEC, AEV, eau, Acotherm, ...), l'entrepreneur fournira les procès-verbaux correspondants en cours de validité.

Garantie du constructeur :

Lorsqu'un matériau ou un équipement fait l'objet d'une garantie du constructeur, l'entrepreneur fournira l'attestation correspondante.

Démonstration :

Pour les ouvrages ou les appareillages dont l'usage nécessite des manœuvres complexes ou délicates, une démonstration sera prévue.

Formation :

Pour le matériel ou les équipements dont l'usage nécessite un apprentissage particulier, l'entrepreneur prévoira la formation d'au moins un technicien de l'établissement ou de la collectivité ; à l'issue de cette formation, le technicien devra être en mesure d'utiliser efficacement et en toute sécurité le matériel ou les équipements concernés.